

Le triomphe fragile des contre-révolutions arabes

5 *Le verrouillage des institutions mené par le président tunisien Kais Saïed depuis un an semble avoir symboliquement fermé la parenthèse démocratique entamée au Maghreb et au Machrek en 2011. Mais cette glaciation est-elle définitive ? Faute de doctrine idéologique claire et de projets économiques viables, les autocraties du monde arabe subiront tôt ou tard de nouvelles protestations massives.*

10 **Hicham ALAOUI**, Chercheur associé à l'université Harvard (États-Unis), auteur de *Pacted Democracy in the Middle East : Tunisia and Egypt in Comparative Perspective*, Palgrave Macmillan, Londres, 2022.

15 Plus d'une décennie après les soulèvements populaires de 2011, les sociétés arabes
connaissent un état d'apathie et de fatigue consécutif à une vague incessante de pressions contre-
révolutionnaires. D'un côté, les gens ordinaires sont à bout : plus aucune idéologie digne de ce nom
n'irrigue le corps social, et ceux qui voudraient encore se mobiliser se heurtent à une répression
implacable. De l'autre, les élites politiques sont usées au point de ne plus consentir d'effort pour
convaincre les masses qu'un avenir meilleur ou plus prospère les attend. Elles administrent donc
20 leurs privilèges en maintenant le statu quo.

Ces deux dynamiques se rejoignent pour détourner la majorité de la population de la politique. Une partie ne conçoit plus son salut que dans l'émigration. Mais ceux qui restent au pays ne demeureront pas pour autant immobiles dans les années à venir. L'ampleur des crises sociales et économiques qui se dessinent laisse augurer une nouvelle vague de mécontentements populaires.

25 En attendant, l'inertie actuelle provient de plusieurs facteurs. Le premier est l'âpre
désillusion suscitée par la démocratie elle-même. La Tunisie est le cas le plus emblématique.
Pionnière en 2011 des « printemps arabes », elle a résisté longtemps à la régression démocratique
qui les a suivis. Si, néanmoins, le coup d'État institutionnel décidé le 25 juillet 2021 par le président
Kais Saïed a réussi, c'est non seulement que les institutions postrévolutionnaires mises en place par
30 la Constitution de 2014 se sont révélées extraordinairement fragiles, mais aussi que la population
s'est lassée de la corruption endémique et des jeux politiques. L'autoritarisme de M. Saïed a profité
de la déception des militants à l'égard de la démocratie, preuve qu'un système politique fondé sur le
pluralisme et l'inclusion peut subir une régression brutale.

35 *****

Les évolutions récentes de la situation politique en Occident ont également contribué au désenchantement démocratique dans le monde arabe. Non seulement les démocraties occidentales ont troqué leurs beaux principes contre une préférence cynique pour la stabilité à tout prix dans le monde arabe, mais elles se retrouvent elles-mêmes fragilisées par la montée des tendances autoritaires en leur propre sein, au point que certains s’y montrent de plus en plus disposés à s’affranchir des règles démocratiques. À Rabat, Amman ou Le Caire, nombre d’intellectuels et de militants arabes considéraient l’Occident, sinon comme un modèle à imiter, au moins comme une démonstration vivante que le combat en faveur d’élections libres, du pluralisme et des droits politiques pouvait aboutir à des formes de gouvernement plus bénéfiques à la population. L’Occident permettait ainsi d’imaginer dans quelle mesure et sous quelles conditions la démocratie était capable de s’épanouir. Il était l’aune à laquelle on mesurait les chances de progrès politique ailleurs.

Le durcissement des confrontations politiques et de l'exercice du pouvoir aux États-Unis et en Europe a mis fin à cette présomption. Deux stratégies ont en effet symbolisé ce durcissement. Celle, exploitée souvent par l'extrême droite, qui consiste à représenter la société comme le lieu d'une opposition fondamentale entre deux blocs, une élite corrompue, d'une part, et un peuple en

péril, de l'autre. Les présidents Viktor Orbán en Hongrie ou Donald Trump aux États-Unis ont ainsi mis leur personne au centre du jeu politique, et, dans le cas hongrois, parfois contraint les institutions de l'État, à commencer par la justice et le Parlement, à se plier à leur volonté. Recourant volontiers aux sirènes du nationalisme, du chauvinisme et du racisme pour exacerber les frustrations, désignant des boucs émissaires à la vindicte populaire, ils ont créé un climat de tension et d'antagonisme comparable à celui que nombre de régimes arabes savent entretenir pour garantir le statu quo.

L'autre stratégie, apparemment rivale, déployée par les dirigeants occidentaux, se développe dans le discours d'une élite se prétendant compétente et assiégée par une partie de la population, dont l'élan contestataire cacherait en réalité des tendances antidémocratiques. De quoi justifier la répression des opposants, comme ce fut le cas pour le mouvement des « gilets jaunes » en France. Nombre de régimes arabes n'hésitent pas, aujourd'hui encore, à renvoyer à la brutalité subie par ces manifestants pour justifier leur propre dureté à l'égard de leurs adversaires.

L'échec de l'islamisme constitue la seconde source d'inertie politique affectant aujourd'hui le monde arabe. Car ce courant, victorieux il y a dix ans, n'offre plus de solution de rechange crédible à la situation. Ses adeptes n'ont pas trouvé leur place dans les mouvements sociaux. Que ce soit Ennahda en Tunisie, les Frères musulmans en Égypte et en Jordanie, ou le Parti de la justice et du développement (PJD) au Maroc, les formations principales de l'islamisme s'apparentent dorénavant à des gérontocraties qui ont perdu le contact avec la jeunesse. Elles présentent entre elles des différences : Ennahda, par exemple, a exercé des responsabilités importantes dans la Tunisie de l'après-révolution, tandis que le PJD ne disposait que d'un pouvoir très limité lorsqu'il a dirigé le gouvernement marocain (2011-2021).

Mais les points communs importants sont nombreux. Leur programme économique est d'inspiration beaucoup plus néolibérale que progressiste et il n'apporte aucune indication précise quant au modèle de justice sociale qui régnerait dans un État géré selon les préceptes de l'islam. De plus, lorsqu'ils trébuchent, une fois parvenus au pouvoir, ils refusent de se remettre si peu que ce soit en question, préférant attribuer leurs échecs aux manœuvres de l'« État profond », comme en Égypte ou au Maroc, ou se cantonner au rôle d'un parti domestiqué semblable à toutes les oppositions légales qui s'effacent derrière le régime en place.

Les islamistes ont par ailleurs perdu pied sur leur terrain même de prédilection — la religion. À l'origine, l'attraction exercée par l'islamisme tenait à sa promesse d'instaurer une forme de gouvernement plus responsable et plus juste, fondée sur une pratique renouvelée de la foi. Cette vision opérait un lien entre piété individuelle et moralité dans la sphère publique, notamment dans les domaines de la famille, des femmes et de la charia. Or, au cours de la décennie écoulée, la plupart des régimes arabes se sont approprié le discours religieux qui avait assuré le succès de leurs opposants islamistes. Créant leur propre marque de conservatisme social à destination des femmes et des familles, ils ont mis les bouchées doubles sur le terrain de la charia. Il en résulte une « bigoterie d'État », observable entre autres en Algérie, qui mobilise police, justice et administration pour faire respecter de nouvelles lois corsetant les valeurs sociales et le comportement personnel.

La chasse aux citoyens qui choisissent de ne pas respecter le jeûne du mois de ramadan ou la criminalisation grandissante des libertés sexuelles en sont des exemples éloquentes, tout comme la répression d'un féminisme renaissant. Sur ces terrains, la Tunisie continue d'être un contre-exemple, mais les progrès entrevus après la révolution, notamment l'égalité femme-homme devant l'héritage, paraissent aujourd'hui remis en cause.

En somme, les islamistes détiennent moins que jamais le monopole naturel sur l'usage politique de la religion. Pour autant, cela ne signifie pas la fin de l'islamisme, dans la mesure où la foi conserve une place centrale dans l'identité de nombreux Arabes musulmans. Mais le rôle de boussole que les groupes islamistes exerçaient auprès des citoyens-croyants ne leur est plus accordé d'office.